

Les délits fiscaux, la corruption, le blanchiment de capitaux et autres flux illicites menacent les intérêts stratégiques, politiques et économiques des pays. Les flux financiers illicites sont un sujet d'inquiétude pour tous les pays, mais surtout pour les pays en développement, car ils les privent de ressources qui pourraient financer leur développement à long terme.

Les activités criminelles sont dynamiques et évoluent rapidement pour exploiter les nouvelles opportunités de gains financiers, devançant souvent les réformes législatives destinées à les combattre.

Trouver des moyens plus efficaces de lutte contre la délinquance financière est particulièrement important en période de crise économique, contexte dans lequel la perte de recettes est à plus forte raison préjudiciable pour les pouvoirs publics, les entreprises et les particuliers.

Combattre ces activités nécessite :

- une plus grande transparence ;
- plus d'efficacité dans la collecte et l'analyse d'informations ; et
- des progrès dans la coopération et l'échange de renseignements entre les autorités nationales et entre les pays pour empêcher, détecter, poursuivre en justice les criminels et recouvrer le produit de leurs activités illicites.



Selon l'ONUDDC, le produit provenant de toutes les activités illicites représente environ 3.6 % du PIB mondial, soit 2 100 milliards USD, le produit de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogue équivalant quant à lui à 1.5% du PIB mondial, soit 870 milliards USD.



Forum sur la fiscalité et la délinquance

Le Dialogue d'Oslo, engagé par l'OCDE à l'occasion du premier Forum mondial sur la fiscalité et la délinquance organisé à Oslo en mars 2011, vise à atteindre ces objectifs. Ses travaux sont soutenus par le G20.

Le cinquième Forum sur la fiscalité et la délinquance s'est tenu à Londres, les 7-8 novembre 2017. Ce Forum, qui a rassemblé des experts de plus de 65 pays et des organisations internationales dans le domaine de la fiscalité et de la délinquance financière, incluant la fiscalité, les douanes, la lutte contre la corruption, la lutte contre le blanchiment de capitaux, la police et des procureurs, a souligné la menace que représente la criminalité économique et financière pour le secteur financier national et international, la société et la sécurité.



Centre de Politique et d'Administration Fiscales



Improving Co-operation between Tax Authorities and Anti-Corruption Authorities in Combating Tax Crime and Corruption - octobre 2018 (en anglais)

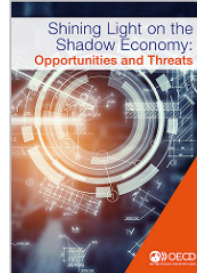
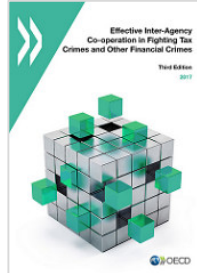
Basé sur la connaissance et les pratiques de 67 pays, ce rapport est la première étude mondiale complète sur les aspects légaux, stratégiques, opérationnels et culturels de la coopération entre les administrations fiscales et les administrations responsables de la lutte contre la corruption.

Fighting Tax Crime: The Ten Global Principles novembre 2017 (en anglais)

Ce rapport établit les 10 principes fondamentaux pour lutter efficacement contre les délits à caractère fiscal. Il couvre les aspects légaux, institutionnels, administratifs et opérationnels nécessaires à la mise en place d'un système efficace de lutte contre les délits fiscaux et autres délits financiers. Il s'appuie sur les observations et expériences de juridictions du monde entier.

Effective Inter-Agency Co-Operation in Fighting Tax Crimes and Other Financial Crimes (3^{ème} édition) novembre 2017 (en anglais)

Ce rapport décrit la situation actuelle, dans 51 pays, de la législation et de la pratique de la coopération interinstitutions intérieure dans la lutte contre les délits fiscaux et autres délits financiers, y compris, pour la première fois, la coopération avec les autorités chargées des enquêtes et des poursuites de corruption. Il identifie les pratiques réussies basées sur les expériences de coopération interinstitutionnelle des pays et formule des recommandations sur la manière d'améliorer la coopération.



Shining Light on the Shadow Economy: Opportunities and threats - septembre 2017 (en anglais)

Ce rapport traite de l'impact des changements des façons de travailler et des modèles économiques, de la croissance de l'économie numérique et de l'émergence des nouvelles technologies sur l'économie parallèle. Il présente des exemples d'actions efficaces menées par des administrations fiscales, utilisant la technologie, des données comportementales et de nouvelles sources de données.

Technology Tools to Tackle Tax Evasion and Tax Fraud mars 2017 (en anglais)

Les auteurs de cette étude présentent un aperçu de certains des outils technologiques dont se servent les administrations fiscales pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, en se concentrant sur la suppression électronique des ventes et les fausses factures. Le rapport inclut également un catalogue plus technique de ces solutions technologiques, afin d'encourager d'autres autorités fiscales confrontées aux mêmes types de risques à tirer parti de cette expérience.

Improving Co-operation between Tax and Anti-Money Laundering Authorities septembre 2015 (en anglais)

Ce rapport utilise des données d'enquêtes pour analyser les niveaux de coopération entre les autorités luttant contre la grande délinquance financière comme les délits fiscaux, les pots-de-vin et la corruption, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Plus particulièrement, il évalue différents modèles de partage de rapports de transactions suspectes par la Cellule de renseignement financier avec l'administration fiscale, à la fois à des fins pénales et civiles.

